

Accord-cadre n° 25 – 027

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Tournage et post-production de ressources audiovisuelles dans le cadre du projet TNE

ACCORD-CADRE à BONS DE COMMANDE

passé selon les dispositions des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 (AOO)
et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Table des matières

PREAMBULE	5
PREMIERE PARTIE : GENERALITES	5
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur	5
ARTICLE 2. Présentation de l'accord-cadre	5
2.1. Objet de l'accord-cadre	5
2.2. Forme de l'accord-cadre	6
2.3. Etendue de l'accord-cadre.....	6
2.4. Durée de l'accord-cadre.....	6
2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre	6
ARTICLE 3. Pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
ARTICLE 4. Communication et réunion	7
4.1. Mode de communication	7
4.2. Réunions	7
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire	7
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur	7
ARTICLE 7. Protection des données	8
ARTICLE 8. Neutralité	8
ARTICLE 9. Confidentialité	8
ARTICLE 10. Assurances.....	8
10.1. Exigence de conformité documentaire et vérification sur site	9
ARTICLE 11. Sous-traitance	9
DEUXIEME PARTIE : PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE 12. Description des prestations attendues	9
12.1. Post-production de webinaires	9
12.2. Tournages et post-production de vidéos « experts »	9
12.3. Post-production de vidéos de communication	9
12.4. Volumétrie estimée	10
12.5. Durée des vidéos attendues	10
12.6. Autres prestations.....	10

ARTICLE 13. Charte graphique et accessibilité	10
ARTICLE 14. Organisation des prestations	10
14.1. Préparation	10
14.2. Tournage	11
14.3. Post-production.....	11
ARTICLE 15. Matériel à livrer.....	12
15.1. Post-production de webinaires, Tournages et Post-production de vidéos experts	12
15.2. Post-production de vidéos de communication	13
15.3. Accessibilité	13
15.4. Contrôle et Final Cut.....	13
15.5. Délais de livraison	13
ARTICLE 16. Gestion de production	14
16.1. Droits et conformité	14
16.2. Responsabilité.....	14
ARTICLE 17. Modalités techniques de la prestation	14
17.1. Solution de dérushage en ligne.....	14
17.2. Chargé(e) de production dédié(e)	14
17.3. Plateforme propriétaire de visionnage	15
17.4. Mise à disposition d'un lieu de tournage.....	15
17.5. Équipe de tournage	15
17.6. Post-production image.....	15
17.7. Post-production son	15
ARTICLE 18. Qualité technique et artistique des prestations.....	16
ARTICLE 19. Sécurité	17
19.1. Organisation et planification de la sécurité	17
19.2. Habilitation et confidentialité.....	17
19.3. Sécurité physique et infrastructures.....	17
19.4. Sécurité des communications et des réseaux	17
19.5. Plan de Reprise d'Activité (PRA).....	17
19.6. Protection contre les vulnérabilités et codes malveillants	17
TROISIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT	17

ARTICLE 20. Prix.....	17
ARTICLE 21. Forme du prix	18
ARTICLE 22. Avances	18
ARTICLE 23. Acomptes.....	18
ARTICLE 24. Modalités de facturation et de paiement	19
24.1. Modalité de facturation.....	19
24.2. Délais de paiement.....	19
24.3. Cession de créance	20
QUATRIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION	20
ARTICLE 25. Modalités d'attribution des commandes.....	20
ARTICLE 26. Délais d'exécution.....	20
ARTICLE 27. Obligation du titulaire	20
ARTICLE 28. Lieux d'exécution	21
ARTICLE 29. Absence du personnel.....	21
ARTICLE 30. Pénalités	21
30.1. Pénalités de retard.....	21
30.2. Application des pénalités	21
CINQUIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION	22
ARTICLE 31. Opérations de vérification	22
ARTICLE 32. Décision à l'issue des opérations de vérification.....	22
SIXIEME PARTIE : RESILIATION	22
ARTICLE 33. Résiliation.....	22
SEPTIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES	22
ARTICLE 34. Différends entre les parties.....	22
ARTICLE 35. Compétence juridictionnelle	23
ARTICLE 36. Dérogations aux documents généraux	23

PREAMBULE

Le projet Territoires Numériques Éducatifs (TNE), piloté par le ministère de l'Éducation nationale avec le soutien du Réseau Canopé, a pour objectif d'intégrer le numérique de façon cohérente et efficace dans le système éducatif français. Il met particulièrement l'accent sur trois axes majeurs : la formation des enseignants, l'équipement des établissements scolaires et l'accompagnement des familles. Site principal de diffusion des ressources de formation : <https://tne.reseau-canope.fr/>

Réseau Canopé joue un rôle central dans ce dispositif en assurant la formation des enseignants tout au long de leur carrière. Il est responsable de l'axe national dédié à la formation, de la mise à disposition de solutions numériques éducatives et de la création de ressources pédagogiques adaptées.

Dans le cadre du projet TNE, une partie des formations développées par Réseau Canopé repose sur des ressources audiovisuelles. Ces contenus sont produits soit en interne par les équipes audiovisuelles de Réseau Canopé, soit externalisés via des prestataires de services spécialisés.

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

ARTICLE 1. Identification de l'acheteur

Réseau CANOPÉ, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,

Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

ARTICLE 2. Présentation de l'accord-cadre

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre vise à confier au titulaire les prestations de tournage et de la post-production des supports audiovisuels suivants, notamment :

1. Vidéos de webinaires : post-production de webinaires déjà tournés
2. Vidéos d'experts : Captation et post-production d'interviews
3. Vidéos de communication : post-production de contenus promotionnels ou informatifs.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent accord-cadre est : 92111100-3 Production de films et de vidéos à usage pédagogique

L'ensemble des prestations demandées est décrit dans la deuxième partie du présent cahier des clauses particulières (CCP) relatif au présent accord-cadre.

2.2. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est un marché de services.

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire.

L'attribution des bons de commande est réalisée dans les conditions définies à l'article 25 du présent CCP.

2.3. Etendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre n'est pas alloti en raison de la nécessaire intégration de l'ensemble des prestations attendues, qui rendrait plus complexe et plus onéreuse la mise en œuvre d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique.

Le montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre est de 225 000 € HT.

2.4. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification et s'achève à la date du 31/08/2026.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande Publique.

2.5. Durée des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre

La durée d'exécution des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre est fixée par chaque bon de commande.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'offre financière du titulaire,
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe RGPD ;
3. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
4. l'offre technique du titulaire,
5. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, publié par arrêté du 30 mars 2021.

Les exemplaires des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

ARTICLE 4. Communication et réunion

4.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.2. Réunions

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu en visio-conférence ou, sur demande de l'acheteur, dans les locaux de l'acheteur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent accord-cadre, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent accord-cadre, est le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé
DSFJS - Pôle achats – marchés publics
1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex
achats.dsfs@reseau-canope.fr

Pour l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation ainsi qu'un interlocuteur administratif du titulaire.

ARTICLE 7. Protection des données

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent accord-cadre, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

ARTICLE 8. Neutralité

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 9. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

ARTICLE 10. Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées.

Le titulaire est tenu de souscrire et de maintenir en vigueur une assurance couvrant l'ensemble des risques liés à la production audiovisuelle. En cas de perte, de détérioration ou de destruction des médias tournés par le titulaire ou fournis par l'acheteur, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer la continuité de la production.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

10.1. Exigence de conformité documentaire

L'acheteur se réserve le droit de demander tout document justifiant les déclarations et engagements du titulaire dans le cadre de sa réponse. À défaut de fourniture des preuves ou attestations nécessaires, ou en cas de manquement avéré, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues par la sixième partie du présent CCP.

ARTICLE 11. Sous-traitance

Le titulaire de l'accord-cadre qui veut en sous-traiter une partie, présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

DEUXIEME PARTIE : PRESTATIONS ATTENDUES

ARTICLE 12. Description des prestations attendues

12.1. Post-production de webinaires

- Pas de tournage prévu, le fichier du webinaire enregistré est fourni au titulaire
- Montage
- Mixage (avec auditorium)
- Suivi de production
- Fichiers distincts pour l'accessibilité
- Archivage et livraison

12.2. Tournages et post-production de vidéos « experts »

- Préparation et tournage
- Montage
- Mixage (avec auditorium)
- Étalonnage
- Suivi de production
- Mission en France métropolitaine
- Fichiers distincts pour l'accessibilité

12.3. Post-production de vidéos de communication

- Pas de tournage prévu, montage à partir de rushes déjà tournés (par l'acheteur ou le titulaire)
- Montage
- Mixage (avec auditorium)
- Étalonnage

- Suivi de production
- Fichiers distincts pour l'accessibilité
- Archivage et livraison

12.4. Volumétrie estimée

25 post-productions de webinaires, 12 Tournages et post-productions de vidéos « experts », 18 post-productions de vidéos de communication

12.5. Durée des vidéos attendues

- Post-production webinaires : Vidéos d'une durée de 45 à 60 minutes chacune
- Tournages et post-production de vidéos « experts » : vidéos d'une durée d'environ 5 minutes chacune
- Post-production vidéo communication : Vidéos d'une durée de 1 minute chacune

12.6. Autres prestations

Des prestations de tournage et de post-production de vidéos de typologie ou de format ou de durée différents peuvent être éventuellement demandées dans le cadre du présent accord-cadre.

ARTICLE 13. Charte graphique et accessibilité

Le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement la charte graphique en vigueur du projet ou, le cas échéant, à l'adapter spécifiquement aux exigences des productions audiovisuelles, en veillant à maintenir une cohérence visuelle avec l'identité de l'acheteur. Toute proposition de modification ou d'adaptation doit être validée préalablement par l'acheteur avant sa mise en œuvre.

Le titulaire garantit l'intégration des sous-titres et de tous les autres éléments d'accessibilité nécessaires, conformément aux normes en vigueur, afin d'assurer une compréhension universelle des productions audiovisuelles. Chaque vidéo livrée est accompagnée d'un fichier VTT et d'un fichier d'audiodescription conformes aux standards, ainsi que de toute autre documentation pertinente permettant l'accessibilité à un public large, y compris aux personnes en situation de handicap.

ARTICLE 14. Organisation des prestations

14.1. Préparation

Des réunions de cadrage sont organisées en visioconférence pour chaque production, avec une durée maximale de 2 x 1 heure, afin de s'assurer de la bonne compréhension des besoins et des attentes de l'acheteur. Ces réunions permettent également de clarifier les exigences techniques et créatives ainsi que les modalités de réalisation. Toutes les informations éditoriales sont fournies par l'acheteur.

Aucun repérage préalable sur site n'est prévu dans le cadre de cet accord-cadre. Le choix des lieux de tournage est effectué en concertation entre l'expert (intervenant à interviewer), l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre. Les tournages ont lieu en intérieur, en extérieur ou dans des environnements naturels, en fonction des exigences et de la pertinence du sujet traité. L'acheteur se réserve toutefois le droit d'imposer le lieu de tournage si cela est jugé nécessaire.

14.2. Tournage

Pour les tournages incluant des interviews d'expert-es, une demi-journée de tournage sur site (chez le titulaire, sur le lieu d'exercice de l'expert-e ou au sein d'un établissement Réseau Canopé) est nécessaire (hors temps de déplacement). Le site peut être une salle mise à disposition dans un établissement institutionnel, une association ou toute autre structure en lien avec les missions de l'expert-e ou le sujet traité. Les tournages peuvent également se dérouler dans l'un des Ateliers de Réseau Canopé ou au sein d'un décor neutre proposé par le titulaire dans ses locaux (salles de réunion, bureaux, etc.). Aucun tournage en plateau avec décor spécifique n'est prévu. Toutefois le recours à un fond vert peut être envisagé.

Les tournages peuvent se dérouler sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

Les univers de tournage doivent s'inscrire dans la continuité visuelle et éditoriale des productions existantes de la marque TNE, afin d'assurer une cohérence esthétique et narrative.

Le tournage est effectué par une équipe technique qualifiée composée, au minimum, d'un-e journaliste reporter d'images (JRI). L'équipe peut éventuellement inclure un binôme de chef-fes opérateur-rices : une personne pour la prise de vue et une autre pour la prise de son. Cette équipe doit être équipée d'un matériel professionnel de qualité (caméras HD/4K) et garantir la réalisation d'un contenu audiovisuel conforme aux standards de production demandés. Toute modification de la composition de l'équipe ou du matériel utilisé doit être validée par l'acheteur.

14.3. Post-production

14.3.1. Montage

Le titulaire met à disposition, dans le cadre de cette prestation, trois salles de montage situées sur un même site et accessibles simultanément, afin de garantir la réalisation parallèle des phases de post-production sur plusieurs ressources.

Le montage des vidéos est réalisé sur Adobe Premiere Pro (ou équivalent), avec une timeline en HD 16/9, résolution 1920x1080 et un framerate de 25 images par seconde (25p).

Certaines vidéos de communication sont sur un format 1080x1920.

Le titulaire doit garantir que le montage respecte les critères de qualité, de fluidité et de cohérence narrative spécifiés lors des phases de préparation et de cadrage. L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) ou de l'IA générative dans le traitement de l'image par le titulaire doit faire l'objet d'une validation préalable par l'acheteur avant toute production. De plus, cette utilisation doit être conforme aux obligations légales en matière de droits d'auteur et de propriété intellectuelle, notamment celles régissant les droits de reproduction, d'adaptation et de diffusion des œuvres protégées.

14.3.2. Mixage

Le titulaire met à disposition, dans le cadre de cette prestation, deux auditoriums situés sur un même site et accessibles simultanément, afin de garantir la réalisation parallèle des phases de post-production sur plusieurs ressources.

Le mixage audio est réalisé en auditorium, en utilisant des logiciels professionnels tels que Pro Tools ou toute autre solution équivalente reconnue. Le titulaire s'assure que le son est traité avec la plus grande précision, conformément aux standards audiovisuels, et ce, afin d'assurer une qualité sonore optimale pour les supports de diffusion prévus. Le mixage stéréo respecte les normes de radiodiffusion.

Aucun enregistrement de voix additionnelle n'est prévu dans le cadre de cet accord-cadre. Le mixage est exclusivement réalisé à partir des sons directs captés lors des tournages. L'acheteur fournit au titulaire des éléments sonores chartés pour garantir une homogénéité sonore des productions.

L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) ou de l'IA générative dans le traitement du son par le titulaire doit faire l'objet d'une validation préalable par l'acheteur avant toute production. De plus, cette utilisation doit être conforme aux obligations légales en matière de droits d'auteur et de propriété intellectuelle, notamment celles régissant les droits de reproduction, d'adaptation et de diffusion des œuvres protégées.

14.3.3. Étalonnage

Le titulaire met à disposition, dans le cadre de cette prestation, deux salles d'étalonnage situées sur un même site et accessibles simultanément, afin de garantir la réalisation parallèle des phases de post-production sur plusieurs ressources. Ces salles d'étalonnage doivent être distinctes des salles de montage.

L'étalonnage des vidéos est effectué sur Da Vinci Resolve ou Adobe Premiere Pro (ou équivalent), dans le but de garantir une qualité d'image optimale et fidèle aux intentions créatives du projet. Le titulaire veille à respecter les normes de calibrage des couleurs, notamment en fonction des supports de diffusion et des spécifications du projet. Les normes de radiodiffusion doivent être respectées.

14.3.4. Accessibilité

Le titulaire doit ajouter des sous-titres dans toutes les vidéos produites, conformément aux exigences légales et aux standards d'accessibilité en vigueur. Tous les fichiers doivent être fournis dans des formats compatibles et accessibles, garantissant leur conformité avec les normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

L'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) ou de l'IA générative lors de la création des fichiers d'accessibilité par le titulaire doit faire l'objet d'une validation préalable par l'acheteur avant toute production. De plus, cette utilisation doit être conforme aux obligations légales en matière de droits d'auteur et de propriété intellectuelle, notamment celles régissant les droits de reproduction, d'adaptation et de diffusion des œuvres protégées.

ARTICLE 15. Matériel à livrer

15.1. Post-production de webinaires, Tournages et Post-production de vidéos experts

Le titulaire s'engage à livrer un master VF stéréo et un master Vi stéréo des vidéos en format HD 1920x1080, codec ProRes HQ 4:2:2. Ce master est conforme aux spécifications de qualité du présent accord-cadre. Le master VF est accompagné de trois fichiers de diffusion au format mp4 créés à partir des données d'encodage fournies par l'acheteur.

15.2. Post-production de vidéos de communication

Le titulaire s'engage à livrer un master VF stéréo et un master Vi stéréo des vidéos en format HD 1920x1080 et au format 1080x1920, codec ProRes HQ 4:2:2. Ces masters doivent être conformes aux critères de qualité spécifiés. Le master VF est accompagné de trois fichiers de diffusion au format mp4 créés à partir des données d'encodage fournies par l'acheteur.

15.3. Accessibilité

Les fichiers VTT relatifs aux sous-titres sont fournis avec chaque vidéo, accompagnés d'une transcription en format texte pour garantir l'accessibilité du contenu.

Tous les rushs natifs (vidéos non transcodées) ainsi que les projets consolidés dans les formats Adobe Premiere Pro (ou équivalent), Da Vinci Resolve (ou équivalent), ou After Effects (ou équivalent) sont remis à l'acheteur. Le titulaire s'engage également à fournir tous les fichiers de mixage audio et d'étalonnage, le cas échéant, pour permettre une post-production supplémentaire si nécessaire. À l'issue du mixage un bounce éclaté est livré en complément du mixage VF stéréo et du mixage Vi stéréo.

15.4. Contrôle et Final Cut

L'acheteur dispose d'un droit d'accès permanent à l'ensemble des éléments visuels et sonores captés par le titulaire. L'acheteur peut, en fonction des productions, participer aux phases de dérushage, sur site ou à distance. Le titulaire met à disposition une solution permettant le dérushage en ligne. Le Final Cut revient exclusivement à l'acheteur, qui est en droit d'exiger des modifications ou d'apporter lui-même toute modification aux ressources produites.

Les éléments chartés, y compris les génériques, sont définis et validés par l'acheteur. En fonction de la typologie des ressources, l'acheteur se réserve le droit de ne pas apposer de générique de fin et de privilégier l'intégration des crédits directement sur ses plateformes de diffusion.

15.5. Délais de livraison

Les rushs devront être livrés via un lien dématérialisé à l'acheteur dans un délai de trois jours ouvrés suivant chaque journée de tournage.

Une première version du montage est post-produite et présentée à l'acheteur dans un délai de 4 jours ouvrés suite à la dernière journée de tournage ou suite à la remise des éléments par l'acheteur dans le cadre des webinaires et des vidéos de communication.

L'acheteur apporte les demandes d'ajustements dans un délais de 5 jours ouvrés minimum.

Une seconde version du montage est post-produite et présentée par le titulaire à l'acheteur dans un délais de 4 jours ouvrés suite à la réception des demandes d'ajustements formulées.

Suite à la présentation par le titulaire de la seconde version à l'acheteur, ce dernier apporte son Bon à Finaliser pour étalonnage et mixage dans un délais minimum de 4 jours ouvrés.

Les vidéos validées (montées, habillées, étalonnées, mixées) sont livrées dans un délai de 5 jours ouvrés, ou dans un délai préalablement convenu entre les parties. En cas de retard dans la livraison,

des pénalités peuvent être appliquées conformément aux termes définis à l'article xx du présent CCP.

ARTICLE 16. Gestion de production

16.1. Droits et conformité

L'ensemble des ressources produites dans le cadre de la prestation demeure la propriété exclusive de l'acheteur. En tant que donneur d'ordre, l'acheteur conserve tous les droits, y compris les droits d'auteur et les droits de propriété intellectuelle afférents aux œuvres réalisées. Le titulaire, en sa qualité d'exécutant, s'engage à respecter cette disposition et à ne revendiquer aucun droit de propriété sur les créations produites. Toutes les œuvres, y compris les supports audiovisuels, documents, designs, ainsi que tout autre matériel créé ou développé pendant l'exécution de la prestation, sont cédées à l'acheteur dès leur création, sans aucune restriction. Le titulaire garantit que les productions ne portent atteinte à aucun droit de tiers et que, le cas échéant, il a obtenu toutes les autorisations nécessaires pour l'exploitation des éléments utilisés. En conséquence, l'acheteur est libre d'utiliser, modifier, publier, distribuer, reproduire et exploiter ces créations sur tous supports et par tous moyens, sans limitation géographique ni temporelle, et ce, sans avoir à verser de rémunération supplémentaire au titulaire pour ces droits. Enfin, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, exploiter ou diffuser ces créations, sous peine de voir le présent accord-cadre résilié et de subir les conséquences juridiques liées à la violation des droits de propriété intellectuelle.

Le titulaire assume la responsabilité ainsi que la gestion de la production des ressources attendues dont il garantit la bonne fin y compris pour les opérations qui seraient sous-traitées sous sa responsabilité. A ce titre et sur la base d'un planning de tournage choisi en accord avec l'acheteur, les parties ont déterminé d'un commun accord la liste des personnels techniques et artistiques qui sont en charge de la production.

16.2. Responsabilité

Dans l'hypothèse où un tournage devrait être refait en raison d'une défaillance imputable au titulaire, que ce soit lors de la captation ou lors de l'archivage des rushs, ce dernier prend à sa charge l'intégralité des coûts liés à la reprise des tournages concernés.

ARTICLE 17. Modalités techniques de la prestation

17.1. Solution de dérushage en ligne

Le titulaire est en mesure de fournir une solution en ligne dédiée au dérushage, accessible de manière sécurisée et exclusivement réservée aux équipes projet autorisées. Cette solution doit garantir la confidentialité des données, l'authentification des utilisateurs, ainsi que la traçabilité intégrale des actions effectuées sur la plateforme.

17.2. Chargé(e) de production dédié(e)

Le titulaire désigne un chargé-e de production unique et dédié-e pour toute la durée du marché. Cette personne, en tant qu'interlocuteur-riche principal-e, doit assurer la cohérence organisationnelle, une coordination fluide et une réactivité optimale aux besoins de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à organiser une production dans un délai de 4 jours sur l'ensemble de la France Métropolitaine.

Le-la chargé-e de production (ou son-sa représentant-e) est joignable de 9h à 19h, du lundi au vendredi.

17.3. Plateforme propriétaire de visionnage

Le titulaire doit disposer d'une plateforme propriétaire permettant le visionnage en ligne des contenus avec la possibilité d'ajouter des commentaires horodatés à l'image près pour faciliter les phases de validation. Il doit garantir que toutes les données sont hébergées sur le territoire national, conformément au RGPD et aux principes de souveraineté des données, et fournir les preuves d'hébergement sécurisé.

17.4. Mise à disposition d'un lieu de tournage

Le titulaire est en mesure de proposer un lieu de tournage (bureau ou salle de réunion) adapté à la réalisation d'interviews de type « Expert ».

La majorité des expert-es à interviewer étant basé-es en région parisienne et disposant de peu de temps, le titulaire met à disposition un lieu situé à Paris intramuros ou en petite couronne, facilement accessible en transports en commun.

Lors des tournages, le titulaire a la capacité d'accueillir le-la directeur-riche de production TNE, un-e responsable pédagogique TNE ainsi que toute autre personne dont la présence serait jugée pertinente par l'acheteur.

17.5. Équipe de tournage

Le titulaire a la capacité de mobiliser une équipe de tournage qualifiée dans un délai maximum de 4 jours ouvrés afin de répondre aux besoins spécifiques du pouvoir adjudicateur, notamment pour la captation d'interviews ou d'autres séquences audiovisuelles.

Le titulaire met tout en œuvre pour fidéliser une équipe de tournage dédiée à la marque TNE, garantissant ainsi une continuité et une cohérence dans la production des contenus.

17.6. Post-production image

Le titulaire doit disposer des compétences et des outils nécessaires pour assurer la post-production image en utilisant des logiciels professionnels, tels qu'Adobe Premiere Pro ou After Effects, ou des solutions équivalentes, tout en garantissant la compatibilité des livrables avec les formats requis par l'acheteur.

Le titulaire met tout en œuvre pour fidéliser une équipe de post-production dédiée à la marque TNE, garantissant ainsi une continuité et une cohérence dans la production des contenus.

17.7. Post-production son

Le titulaire doit garantir la capacité de réaliser la post-production sonore avec des outils professionnels tels que ProTools ou des solutions équivalentes. Il doit préciser les logiciels utilisés et démontrer leur aptitude à répondre aux standards techniques du marché.

Le titulaire met tout en œuvre pour fidéliser des ingénieurs du son dédiés à la marque TNE, garantissant ainsi une continuité et une cohérence dans la production des contenus.

ARTICLE 18. Qualité technique et artistique des prestations

En cas de non-conformité des prestations techniques ou artistiques par rapport aux attentes, ou si la qualité ne répond pas aux standards exigés, l'acheteur peut décider de mettre fin à l'accord-cadre dans les conditions prévues par la sixième partie du présent CCP.

Les échantillons fournis par le pouvoir adjudicateur servent de référence pour évaluer la qualité des prestations livrées.

Les valeurs de cadre couramment utilisées pour les interviews d'expert-es varient en fonction du contexte, du ton souhaité et des contraintes techniques. Voici les principales :



ARTICLE 19. Sécurité

19.1. Organisation et planification de la sécurité

Le titulaire doit disposer d'un Plan d'Assurance Sécurité (PAS) à jour, détaillant les politiques, rôles, et procédures pour garantir la sécurité des données et des équipements. Un rapport démontrant les contrôles périodiques effectués doit être fourni sur demande.

19.2. Habilitation et confidentialité

Le titulaire doit démontrer que ses collaborateurs sont formés et sensibilisés aux enjeux du RGPD, à la confidentialité des informations et aux bonnes pratiques en matière de sécurité des données.

19.3. Sécurité physique et infrastructures

Les sites et infrastructures du titulaire sont équipés de systèmes de contrôle d'accès physiques et informatiques. Il atteste que les zones techniques sont sécurisées et régulièrement contrôlées. La journalisation des accès est réalisée selon l'état de l'art et peut également faire l'objet de contrôles réguliers.

19.4. Sécurité des communications et des réseaux

Le titulaire doit garantir la sécurisation des flux critiques et l'utilisation de protocoles conformes aux recommandations de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) pour toutes les communications. Afin de garantir les meilleurs niveaux de sécurité le titulaire doit pouvoir rendre compte des différents audits réalisés durant les 24 derniers mois.

19.5. Plan de Reprise d'Activité (PRA)

Le titulaire dispose d'un Plan de Reprise d'Activité (PRA) garantissant la continuité des missions en cas d'incident majeur. Il fournit une description complète de ce scénario et de son implémentation pratique. Celui-ci comprend, au minimum, un second site de backup et un second site de mise en œuvre de la prestation.

19.6. Protection contre les vulnérabilités et codes malveillants

Le titulaire doit démontrer qu'il applique régulièrement des mises à jour et correctifs de sécurité sur ses systèmes, et qu'il dispose de systèmes dédiés à la cybersécurité centralisés en mesure de couvrir l'ensemble des risques pour protéger l'ensemble de ses équipements et flux réseau.

TROISIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT

ARTICLE 20. Prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont unitaires.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent accord-cadre comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire du présent accord-cadre s'engage à informer et à faire bénéficier l'acheteur des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre.

ARTICLE 21. Forme du prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

ARTICLE 22. Avances

L'option B mentionnée à l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique dans le cadre du présent accord-cadre.

Sauf renoncement du titulaire, une avance peut être versée, lorsque le montant minimum de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ou, à défaut, pour chaque bon de commande remplissant ces conditions, aux termes des dispositions de l'article R.2191-3 et des articles R.2191-16 et R.2191-17 et dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la Commande Publique.

Si le prestataire n'est pas une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 5%.

Si le prestataire est une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités définies aux articles R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution.

ARTICLE 23. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 24. Modalités de facturation et de paiement

24.1. Modalité de facturation

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° de l'accord-cadre ;
- N° de bon de commande ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>,

La facturation des prestations prévues au présent accord-cadre s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification de l'accord-cadre.

24.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8)

points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

24.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

QUATRIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 25. Modalités d'attribution des commandes

Les commandes sont attribuées au titulaire de l'accord-cadre par l'émission de bons de commande. A la survenance d'un besoin, l'acheteur peut prendre contact avec le titulaire pour lui indiquer les spécifications de la commande.

La commande peut porter sur un pack prédéfini dans l'annexe financière, ou sur des lignes du bordereau des prix unitaires, si la prestation ne correspond pas à un pack.

ARTICLE 26. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations objet du présent accord-cadre débutent à compter de la notification au titulaire des bons de commande.

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent accord-cadre s'effectue conformément aux stipulations du présent accord-cadre, le cas échéant précisées dans le mémoire technique du titulaire et détaillées dans chaque bon de commande.

En cas de report des prestations commandées, à moins de 5 jours du tournage, l'acheteur détermine une nouvelle date d'exécution dans les 3 mois suivants maximum.

Au-delà de ce délai et sans date de report, la prestation et le bon de commande afférant sont annulés. Cette annulation donne lieu à indemnisation, calculée conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

ARTICLE 27. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent accord-cadre, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet de l'accord-cadre dans les conditions les plus favorables à l'économie de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

ARTICLE 28. Lieux d'exécution

Les prestations sont réalisées sur l'ensemble du territoire national.

ARTICLE 29. Absence du personnel

En cas d'absence prévue ou non d'un ou de plusieurs personnels, le titulaire met en œuvre les mesures prévues dans son offre technique afin de poursuivre les prestations attendues.

ARTICLE 30. Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent accord-cadre, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

30.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

V = valeur des prestations/valeur du bon de commande

R = nombre de jours de retard à compter du lendemain de la date de réalisation des prestations ou de livraison prévue par le présent accord-cadre.

30.2. Application des pénalités

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

CINQUIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION

ARTICLE 31. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas le titulaire des dates de vérification.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique de l'acheteur habilité à recevoir les prestations, au moment même de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

La prestation doit être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bons de livraison correspondant.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

ARTICLE 32. Décision à l'issue des opérations de vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le responsable technique de l'acheteur à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, sous réserve des aménagements spécifiques prévus au présent CCP.

SIXIEME PARTIE : RESILIATION

ARTICLE 33. Résiliation

Pour la résiliation de l'accord-cadre, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité si l'acheteur respecte un délai de trois mois entre la notification de la résiliation et sa date d'effet.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

SEPTIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES

ARTICLE 34. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

ARTICLE 35. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent accord-cadre.

ARTICLE 36. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son application.

L'article 3 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 31 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS concernant le montant des pénalités.

L'article 32 du présent CCAP déroge aux articles 27.3 du CCAG-FCS concernant les modalités de vérification.